



VICE-PRESIDENCE,  
MINISTRE DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES, DU BUDGET ET DU TRAVAIL,  
*chargé des entreprises et de l'industrie,  
de la promotion des exportations,  
de la lutte contre la vie chère et du dialogue social*

DECISION N° 327 / VP/TRAV/DIR/PL/sp  
du 20 août 2014

Accordant l'agrément pour exercer la fonction de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé pour la phase conception, étude et élaboration du projet et la phase réalisation de l'ouvrage à monsieur Nicolas SIMON.

### LE DIRECTEUR DE LA DIRECTION DU TRAVAIL

Vu l'arrêté n° 1554/CM du 15 octobre 2012 portant nomination de monsieur Paul LUBAC en qualité de chef du service de la direction du travail ;

Vu le code du travail de la Polynésie française, et notamment ses articles Lp.4532-4 à Lp.4532-13 et A. 4532-11 à A. 4532-26 ;

Vu la demande d'agrément présentée par monsieur Nicolas SIMON, gérant de la société TAHITI CONTROLE TECHNIQUE - BP 130 085 MOANA NUI - 98717 PUNAAUIA, le 10 juillet 2014 à la direction du travail ;

Vu l'attestation de compétence pour exercer la mission de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé en phase conception, étude et élaboration du projet et en phase réalisation de l'ouvrage, délivrée le 03 juillet 2014 à monsieur Nicolas SIMON à l'issue du contrôle de capacité effectué le 02 juillet 2014 dans le cadre du stage de formation organisé du 16 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2014 à la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable émis par le comité technique consultatif en sa séance du jeudi 14 août 2014 ;

Considérant que l'article Lp. 4532-5 du code du travail de la Polynésie française dispose que : « *La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est organisée tant au cours de la conception, de l'étude et de l'élaboration du projet, qu'au cours de la réalisation de tout ouvrage de bâtiment ou de génie civil.* » ;

Considérant que l'article Lp. 4532-6 du code du travail de la Polynésie française dispose que : « *Le maître d'ouvrage désigne un coordonnateur, répondant aux conditions prévues par l'article Lp. 4532-8, doté de l'autorité et des moyens nécessaires, qui peut être une personne physique ou morale, pour la phase de conception et pour la phase de réalisation, ou pour l'ensemble de celles-ci.* » ;

Considérant que monsieur Nicolas SIMON a satisfait au contrôle de capacité effectué le 02 juillet 2014 ;

### D E C I D E

**Article 1er.** - L'agrément sollicité par monsieur Nicolas SIMON pour exercer la fonction de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé pour la phase conception, étude et élaboration du projet et pour la phase réalisation de l'ouvrage, est accordé pour une durée de cinq ans, à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé.

#### Ampliations :

TRAV  
Nicolas SIMON

**Article 2. -** La présente décision sera notifiée à monsieur Nicolas SIMON, gérant de la société TAHITI CONTROLE TECHNIQUE - BP 130 085 MOANA NUI – 98717 PUNAAUIA - Tél/fax. 40 42 72 00 - Vini 87 76 57 00.

  
Paul LUBAC  
Directeur du travail



Voies de recours contre la décision du directeur de la direction du travail

RECOURS GRACIEUX, dans le délai de deux mois auprès de l'auteur de la présente décision.

RECOURS HIERARCHIQUE

Le recours doit être introduit devant le ministre en charge du travail dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision du directeur de la direction du travail.

RECOURS CONTENTIEUX

Le recours doit être introduit devant le tribunal administratif de Papeete (B. P. n° 4522 - 98713 - PAPEETE) dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision du directeur de la direction du travail.